

M. Jebali qui s'exprimait hier à la clôture de la rencontre a parlé, notamment, de la mise sur pied d'un programme de qualification devant permettre de renforcer les aptitudes de la femme, en tant que candidate et éléctrice, en prévision des prochaines échéances politiques.

Les participantes à cette conférence ont appelé à la promulgation de législations encourageant la participation de la femme dans la vie politique et favorisant son accès aux instances de prise de décision. Elles ont insisté sur le principe de parité hommes-femmes et de quotas.

Les recommandations se sont, également, articulées autour de la réhabilitation de l'image de la femme dans les médias et la consécration de la culture citoyenne à partir de l'école. Les participantes ont soulevé les obstacles de la pauvreté et de l'analphabétisme auprès de la femme rurale qui se dressent contre sa participation dans la vie publique.

Le chef du gouvernement provisoire a assuré qu'il n'est pas question de revenir sur les acquis de la femme tunisienne, ni sur les engagements internationaux de la Tunisie. Il a cité, en particulier, la ratification de la convention onusienne sur les droits fondamentaux de la femme et de celle relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à son égard.

Prenant la parole, la ministre des Affaires de la femme, Sihem Badi, a noté que l'absence de l'élément masculin de ces assises de deux jours révèle que le chemin est encore long avant la consécration de la culture de l'égalité hommes-femmes.

La conférence a été l'occasion de lancer la campagne de soutien à la participation de la femme dans la vie publique. Elle a permis l'échange d'expertises avec des participantes de plusieurs pays (Libye, Maroc, Palestine, Finlande, France, Iran, Espagne, Suède, Allemagne et Afrique du Sud).

Source: <http://fr.allafrica.com/stories/201210311075.html>